[illegible] ouvriers, d'assurance sociale, [illegible] occuper [illegible] mieux encore leur préoccupation [illegible] les pouvoirs publics.

Les syndicats de fonctionnaires

Le Sénat adopte, sur la demande [illegible] de la Commission du Travail de la Chambre des députés, toutes les modifications qu'il convient d'apporter à la loi de 1884 sur les syndicats, afin de mettre en harmonie le droit spécial des groupements professionnels et le droit des associations ouvertes à l'ensemble des citoyens.

Mais nous pensons, et nous tenons à le dire nettement, que les fonctionnaires ont des devoirs particuliers vis-à-vis de la nation.

Il n'y a d'ailleurs aucune confusion possible entre le droit d'association, qui leur est reconnu, et le droit de grève que leur refuse la loi.

Le gouvernement n'a pas le droit de suspendre les services publics et d'arrêter la vie même de la nation. Il est tenu de remplacer les fonctionnaires publics qui abandonnent leur poste.

Il ne s'agit plus, quand les fonctionnaires se mettent en grève, d'un différend entre des intérêts privés, mais d'un conflit entre l'intérêt privé des fonctionnaires et l'intérêt public.

Nous entendons, d'ailleurs, examiner avec bienveillance leurs réclamations, accueillir celles qui sont légitimes et leur donner, comme nous l'avons dit dans la déclaration ministérielle, des garanties contre l'arbitraire et le favoritisme.

La politique extérieure

Enfin à l'extérieur, une démocratie comme la nôtre ne peut vouloir que la paix; mais des événements récents ont dû démontrer à tous les yeux que pour assurer la sécurité de la France et l'indépendance de son territoire comme de sa politique, nous avons besoin d'une armée forte, disciplinée, respectueuse de toutes les lois et portant au cœur, comme tous les bons Français, l'amour de la patrie.

Nous ne sommes point, dit M. Sarrien en terminant, des partisans de la politique de surenchère et de promesses vaines sans cesse ajournées.

A la politique de réaction et de peur, à la politique d'agitations stériles, de désordres incessants, de division républicaine, nous opposons la politique de réformes pratiques, basée sur la justice sociale et sur la solidarité qui doit unir tous les citoyens d'un même pays.

Le président du Conseil exprime enfin son espoir d'une « définitive victoire au 6 mai de l'idée républicaine ».

M. Sarrien est parti pour Paris aussitôt après son discours.

UNE NOUVELLE TENTATIVE CRIMINELLE

contre un pont

ENTRE ARGENTEUIL ET COLOMBES

Paris, 29 avril. — La *Presse* rapporte qu'une nouvelle tentative aurait été commise, cette nuit, contre un autre pont de la ligne de l'Ouest, entre Argenteuil et Colombes.

Vers une heure un quart, le soldat Alexandre, du 119e, se trouvait de faction, près de ce pont, quand il aperçut, venant vers lui, une voiture légère et couverte ayant la forme d'un cabriolet. Elle arrivait de la direction de Paris, ne faisant pas le moindre bruit en roulant sur la route, qui, cependant, est pavée en cet endroit. Elle devait avoir des roues munies de caoutchouc.

Cette voiture s'arrêta à quelques mètres du pont. Deux individus en descendirent et disparurent sous le pont. La voiture fit immédiatement demi-tour et repartit à vive allure. A cet instant, a raconté la sentinelle, j'entendis un léger sifflement et plusieurs individus causaient avec animation, mais à voix très basse. Peu après, je distinguai nettement un petit bruit ressemblant à un frottement continu contre les pierres du pont. Je traversai aussitôt la voie et je fis, à plusieurs reprises, manœuvrer la culasse de mon fusil pour attirer l'attention.

L'un des individus siffla comme la première fois et je les vis se sauver en courant. Le sergent major, prévenu par la sentinelle, inspecta le pont, un peu plus tard, et n'y trouva rien d'anormal.

Le commissaire de surveillance à la gare d'Argenteuil, qui a reçu cette déclaration, a aussitôt avisé le parquet.

LES PERQUISITIONS

L'association antimaçonnique

Prétendus documents saisis

Paris, 29 avril. — Le *Matin* a publié une série de documents qu'il dit avoir été saisis à l'Association antimaçonnique, dont l'abbé Tourmentin est le secrétaire général, rue de Grenelle, 42, ou « être, depuis lors, parvenus entre les mains de la justice », ou « avoir subi des voyages variés dans des directions diverses ».

C'est d'abord une lettre d'envoi de documents de M. Audouard, président de la section de Versailles de l'Avant-garde royaliste.

D'après le *Matin*, les quatre fiches envoyées par M. Audouard visent un percepteur à Arpajon, un professeur de philosophie au lycée Hoche, un instituteur primaire et un officier supérieur du train des équipages de Versailles. Cet officier supérieur était le lieutenant-colonel Iraçabal, et voici la fiche le concernant, telle qu'elle aurait été transcrite sur le registre des délibérations de la Ligue antimaçonnique :

ARCHIVES. — N° 3. — 1. Registre des délibérations.

Iraçabal. — Lieutenant-colonel du 20e escadron du train des équipages, 7, rue des Condamines. Protégé des loges! Est arrivé par la franc-maçonnerie. Se montre grossier et dur envers les officiers de son escadron, quand ils ne partagent pas sa manière de voir. Ne pas compter sur lui. On le croit membre d'une loge de Toulouse.

M. Audouard écrivait le 26 janvier 1906 à l'abbé Tourmentin :

Suivant votre conseil, je vais remettre, de la main à la main, au lieu de les coller à la porte, quatre fiches intéressantes.

Ces quatre fiches viseraient deux officiers, un professeur d'histoire et le directeur de l'école normale d'instituteurs de Versailles. Voici, d'après le *Matin*, les fiches qui concernent les deux officiers :

ARCHIVES. — 23. — 1. — 5 janvier 1906.

Sauvet. — Colonel commandant l'école des officiers de la rue Gambetta. Sectaire et arriviste, professant des idées très avancées... Est franc-maçon et fréquente les loges de la banlieue parisienne. Il fait donner par les professeurs de l'école une instruction aux élèves en harmonie avec la politique actuelle. Très mauvais.

ARCHIVES. — 24. — 1. — 6 janvier 1906.

Kohl. — Capitaine commandant la section d'infanterie de Versailles, 34, rue de Vergennes. Arrivé depuis peu à Versailles. Franc-maçon, ne fréquente que les politiciens militants de la ville. Est peu estimé de ses subordonnés.

D'autre part, le *Matin* publie la lettre suivante de l'abbé Tourmentin :

Le commissaire n'a saisi aucun papier ni aucune fiche concernant « les officiers républicains et les prêtres tièdes ».

En outre, je ne tiens aucune « officine électorale », comme vous le prétendez, et ne prépare aucune candidature, même « bien pensante ». Vos allégations sont de la pure fantaisie.

L'abbé Tourmentin a également adressé à l'*Aurore* une lettre ainsi conçue :

Aucune fiche réactionnaire n'a été découverte dans les bureaux de l'Association antimaçonnique, pas plus que de dossier ni de répertoire de ces fiches.

Aucun officier catholique ne nous a fourni des fiches sur leurs camarades républicains.

Je proteste donc énergiquement contre votre affirmation radicalement mensongère.

Un de nos confrères s'est présenté ce matin au siège social de l'Association antimaçonnique, 42, rue de Grenelle, pour demander des renseignements au sujet de ces fiches.

Le secrétaire de l'abbé Tourmentin a affirmé de la façon la plus catégorique qu'aucun papier ni document d'aucune sorte n'avait été saisi lors de la perquisition de vendredi dernier.

Interrogé au sujet des « fiches » publiées par le *Matin*, le secrétaire a dit tout ignorer. Cependant il ajoute :

« S'il y avait eu des faites, moi seul y aurais eu inté-

[illegible] Je [illegible] nouveau [illegible], et je [illegible] pas [illegible]

Une interview de l'abbé Tourmentin. — Démenti énergique

Paris, 29 avril. — M. l'abbé Tourmentin, secrétaire général de la Ligue Antimaçonnique, a fait à un de nos confrères les importantes déclarations que voici :

— « Les documents publiés par le *Matin* sont faux. Où ont-ils été fabriqués? Je l'ignore; mais ils n'ont pas été saisis chez moi, ni à la Ligue antimaçonnique, où, ainsi que je l'ai déjà dit, on n'a rien trouvé, rien saisi, parce qu'il n'y avait rien à trouver et rien à saisir.

» J'affirme sur l'honneur que je ne connais pas M. Audouard, que jamais je n'ai correspondu avec lui et que je n'ai pas davantage de relations avec la Ligue qu'il précise.

» Je sais que j'ai fondée, cette Ligue antimaçonnique à laquelle je donne tous mes efforts et tout mon temps, n'est nullement politique, ou elle ne l'est que par ricochet; nous ne nous occupons que de combattre la franc-maçonnerie. Notre but, dont nous ne nous sommes jamais écartés, est d'ailleurs nettement défini dans nos statuts : « Faire connaître par la propagande écrite et par-

« Influence sociale, philosophique et politique de la franc-maçonnerie et autres sociétés secrètes. »

» Depuis 1905, je suis épié, suivi, espionné; j'ai eu jusqu'à six policiers à mes trousses; on m'a même fait l'honneur, — si j'ose dire, — d'attacher à mes pas de gros bonnets de la Sûreté, que je pourrais indiquer; cela m'a pas empêché de continuer; on m'a fait écrire par certaines associations ou par certaines personnes, dans le but de m'entraîner à une correspondance qui aurait pu être exploitée ensuite : cette tentative aussi a échoué. Aussi, le Grand-Orient, dans le convent qui fut tenu au mois de mars dernier, s'occupa-t-il spécialement de moi, et décida-t-il qu'il fallait, à tout prix, enrayer mon œuvre.

Eh bien! Ils n'y arriveront pas; ils me créeront quelques histoires plus ou moins ennuyeuses; peut-être me feront-ils arrêter. Je lutterai jusqu'au bout, sans faiblesse et sans défaillance; il faut qu'on le sache bien, que rue Cadet on en soit bien convaincu. »

L'abbé Tourmentin s'arrête quelques instants, puis reprend :

« Je vais préparer aujourd'hui une réponse très nette et très détaillée, à la publication du *Matin*. Cette réponse je l'enverrai aussi à l'*Eclair*; mais, dès ce soir, démentez énergiquement la réalité des documents publiés. *On n'a rien saisi chez moi, et aucun procès-verbal de saisie n'a été dressé.*

» D'ailleurs, croyez-vous que si on avait réellement saisi des documents importants dans ces perquisitions faites à l'occasion *d'un prétendu complot, on les aurait le lendemain matin livrés à la presse!* Allons donc! soigneusement on les aurait conservés pour des poursuites futures.

» *On a fabriqué de toutes pièces*, vous m'entendez bien de toutes pièces, des documents et, pour faire croire leur réalité, on les a aussitôt livrés à la publicité. »

Les magistrats du Pas-de-Calais

Dans le Pas-de-Calais, les magistrats qui jouent les premiers rôles sont : « Le juge d'instruction Boudry et le procureur de la République, M. de Rancart.

M. le Procureur est un ancien collaborateur de l'*Aurore*, le journal de M. Clémenceau et il est gendre de M. de Pressensé!

Le hasard fait bien les choses.

LE 1er MAI ET LES GRÈVES

A PARIS

Paris, 29 avril. — L'exode des Parisiens continue. Malgré les mesures d'ordre prises, une certaine panique règne dans une partie de la population.

On a arrêté ce matin, quatre individus qui affichaient dans le quartier de l'Ecole Militaire des placards antimilitaristes.

Un engin aurait été trouvé hier sous une petite porte de la machinerie rue Villehardouin. Le mystère est fait autour de cette affaire.

Paris, 29 avril. — Les courses qui devaient avoir lieu mardi 1er mai, à Saint-Ouen viennent d'être supprimées dans l'impossibilité où l'on sera d'assurer le service d'ordre ordinaire, toutes les forces de police étant retenues à Paris.

EN PROVINCE

Saint-Etienne, 29 avril. — Le comité fédéral des mineurs de la Loire a décidé le chômage pour le 1er mai.

Les ouvriers de la manufacture nationale d'armes ont été avisés par leur directeur que le ministre de la Guerre l'autorisait à ne pas s'opposer formellement au chômage du 1er mai.

Brest, 29 avril. — Dans une réunion de la Bourse du travail, à laquelle assistaient environ 800 ouvriers de toutes les corporations, on a voté un ordre du jour décidant de faire grève.

Marseille, 29 avril. — Les dockers ont tenu ce matin à la Bourse du travail, une réunion qui s'est terminée à midi. Ils ont voté le chômage pour le 1er mai et décidé de ne travailler que huit heures à dater du 2 mai. Ils se sont engagés à quitter le chantier dès la huitième heure de travail écoulée.

L'exode des capitaux français

On lit dans le *XXe Siècle*, de Bruxelles :

« Les événements révolutionnaires dont la France est en ce moment le théâtre, effraient fort la classe aisée de la population. L'argent français émigre à l'étranger, en Belgique notamment.

» Depuis une dizaine de jours, les dépôts faits dans les banques belges par les rentiers et les industriels français ont augmenté dans des proportions considérables; à la Banque Nationale entre autres on aurait reçu pour 400 millions de dépôts nouveaux, ce qui avec les dépôts versés dans d'autres établissements financiers ferait un total de plus d'un milliard de francs. De plus, certains grands usiniers français ont décidé de transporter leurs industries dans notre pays.»

Le *Patriote* dit de son côté :

« D'après nos renseignements particuliers, le montant des valeurs déposées ces jours derniers par des capitalistes français à Bruxelles dans toutes les banques, et notamment à la Banque Nationale et à la Société Générale, dépasserait « un milliard !»

VINGT-CINQ FEMMES ASSASSINÉES

Londres, 29 avril. — On mande de Tanger à l'Exchange Telegraph Company :

« Les détails d'une affaire macabre viennent de transpirer de Marrakesh. On a découvert, enterrés dans le domicile d'un cordonnier, les restes de vingt-cinq femmes que le meurtrier avait assassinées dans le but de s'emparer des bijoux et des vêtements des victimes. Le public demande que le meurtrier et la femme qui lui a servi de complice soient brûlés. »

LA GRÈVE DES MINEURS

DANS LE PAS-DE-CALAIS

Lens 29 avril. — La nuit de samedi à dimanche a été des plus calmes; aucun incident ne s'est produit.

Contrairement à l'habitude du dimanche, il y a quelques ouvriers au travail dans les concessions de Lens, Nœux et Béthune.

Départ de troupes pour Paris

Quatre escadrons du 5e dragons et sept escadrons du 32e dragons sont partis dimanche après-midi pour Paris.

Revue et remise de décorations à Denain

Dimanche, à neuf heures du matin, M. le général Guinot, commandant le secteur de Denain, a passé en revue les troupes de son secteur, sur la place Gambetta, à Denain, et remis la croix d'officier de la Légion d'honneur à M. le commandant Bouillon, du 13e cuirassiers, et la médaille militaire au maréchal des logis Eudes, du 27e dragons, blessés dans les échauffourées de ces temps derniers.

La mort du lieutenant Lautour. — Une lettre du prince Victor-Napoléon

Le prince Victor-Napoléon a adressé la lettre suivante au général d'Espeuilles, à propos de la mort du lieutenant Lautour, tué aux grèves de Lens :

« Mon cher général,

» Ne connaissant pas personnellement Mme Lautour, je vous serais reconnaissant de lui transmettre l'expression de ma douloureuse sympathie dans le terrible malheur qui vient de la frapper.

» Vous connaissez mes sentiments. Ils sont l'apanage de tous ceux qui portent et de la famille dont je suis le chef. Tout ce qui touche à l'armée me va droit au cœur. Je suis de ses peines et, aujourd'hui, je pleure avec elle cet officier mort en représentant, avec une si courageuse abnégation, le plus strict des devoirs.

» Croyez-moi, mon général, votre affectionné

» NAPOLÉON.

LES TYPOGRAPHES ET IMPRIMEURS

A ROUBAIX

Les grévistes ont fait placarder, samedi après-midi, l'affiche suivante en réponse à celle des maîtres imprimeurs dont les ateliers sont en grève :

Aux ouvriers imprimeurs en grève

« Camarades,

» Les Maîtres-Imprimeurs de Roubaix-Tourcoing, par leurs affiches, par leurs communiqués à la Presse, par toutes sortes de sollicitations pressantes faites près de chacun de vous, vous font voir, mieux que nous ne le saurions faire nous-mêmes, combien ils sont touchés par la grève, combien ils sont accablés par votre beau mouvement de solidarité.

» Ils sont à bout, prêts à céder, à votre juste et légitime revendication.

» Quoique cela, ils veulent essayer de vous montrer comme exemple les ouvriers des maisons Lefebvre-Ducrocq et Danel!

» Ils vous disent que ces ouvriers reconnaissent avec juste raison que ces revendications ne leur seraient d'aucun profit; leur salaire resterait le même pour neuf heures que pour dix et la diminution de production compromettrait l'industrie dont ils vivent.

Vous lisez bien, camarades, la diminution de production compromettrait l'industrie dont vous vivez!

» Comment peut-on écrire cela sérieusement?

» Et le chômage dont vous souffrez ne compromet-il pas votre existence même? celle de toute votre famille? Cela, les Maîtres-Imprimeurs ne s'en occupent pas; mais vous avez bien compris votre devoir, en manifestant énergiquement votre résolution de ne plus travailler que neuf heures par jour et cela pour que l'armée des chômeurs diminue et pour que tous les ouvriers puissent vivre de leur travail.

» Les Maîtres-Imprimeurs vous disent aussi qu'ils comptent sur votre bon sens et sur votre bon esprit et ils espèrent que, après réflexion, vous suivrez l'exemple de vos camarades des maisons Danel et Lefebvre-Ducrocq.

» Si un seul d'entre vous suivait l'exemple de ces ouvriers, il serait à s'en repentir amèrement, car le patronat serait alors tout puissant et il lui ferait sentir durement son omnipotence en le traitant en véritable esclave.

» Vous n'écouterez pas ces promesses, vous ne voudrez pas que votre nom soit cloué au pilori de l'imprimerie comme un « sarrazin », comme un traître à la classe ouvrière à laquelle nous appartenons tous.

» Votre bon sens vous a fait sortir librement de votre atelier. Nous avons confiance en vous, certains que vous ne la trahirez pas.

» Ne croyez pas plus aux menaces patronales qu'aux promesses qui vous sont faites. Tous, vous n'entendrez qu'après complète satisfaction.

» Vivent les neuf heures!

» *Les Chambres syndicales des ouvriers du Livre.*»

Une réunion générale des trois syndicats aura lieu lundi matin à dix heures, à la *Brasserie des Orphéonistes*, place de la Gare.

A LILLE

Chez M. Landouzy-Barrez, les ouvriers ont repris le travail aux anciennes conditions. Ils ont promis en outre de faire momentanément onze heures de travail au lieu de dix, afin de liquider les travaux qui sont restés en souffrance pendant la grève.

DERNIÈRE HEURE

(De nos Correspondants particuliers et par fil spécial)

LES PERQUISITIONS

Arrestations imminentes

Paris, 29 avril. — On assure de source officieuse que les perquisitions opérées hier et avant-hier vont être suivies d'un certain nombre d'arrestations, qui seraient effectuées dans la journée de demain lundi.

Une perquisition à Brest

Brest, 29 avril. — En vertu d'une commission rogatoire du parquet de Béthune, M. Jérôme, commissaire central, a fait une perquisition chez M. Bersolles de Gayac, voyageur de commerce descendu dans un hôtel de la ville.

POUR LE PREMIER MAI

A Marseille

Marseille, 29 avril. — Les ouvriers des ports et des docks, dans une réunion tenue à la Bourse du travail, ont voté le chômage complet pour le 1er mai, avec manifestations dans la rue et l'application le 2 mai de l'ordre du jour suivant :

« Les ouvriers des ports et des docks prennent la décision de prendre la journée de huit heures, malgré la force armée au service du patronat coalisé et décident de ne travailler qu'avec les entrepreneurs qui accorderont cette journée. »

Des troupes continuent d'arriver.

A Toulon

Toulon, 29 avril. — Le maire socialiste, M. Escartefigue, vient d'adresser à la population un appel ainsi conçu :

« La vigueur avec laquelle le prolétariat s'apprête à fêter le 1er mai, lui impose le devoir sacré de faire de cette date un jour glorieux et sans tache. Tout acte irréfléchi, violent ou brutal, nuirait à la République et ne pourrait servir que les menées de toutes les réactions.

» Je conjure la démocratie de répondre par le dédain à toutes les provocations et de s'imposer à l'attention et au respect de tous par une attitude assurée et recueillie.»

LES GRÈVES

A Paris

Paris, 29 avril. — Les ouvriers épiciers ont décidé de faire la grève à partir de mardi. Les ouvriers de la voiture ont pris une décision semblable.

A Marseille

Marseille, 29 avril. — La grève des garçons limonadiers est terminée; deux hôteliers seulement n'ont pas accepté les conditions des grévistes. La plupart des cafés ont rouvert ce soir.

A Toulon

Toulon, 29 avril — La grève des gaziers continue; toutes les troupes sont consignées. Une grande partie de la ville est plongée dans l'obscurité; les usines à gaz sont gardées par la troupe. Plusieurs rues sont éclairées à l'acétylène. Les navires de l'escadre envoient des projections électriques sur la ville.

Le syndicat des ouvriers du port a voté sa complète solidarité avec les grévistes.

L'Union des Chambres syndicales et la Bourse du travail viennent de lancer un appel violent aux ouvriers.

LA GRÈVE DES MINEURS

M. Clémenceau et les officiers

Paris, 29 avril. — Voici le texte d'une lettre que M. Clémenceau, ministre de l'Intérieur, adresse à M. G. Calmette, directeur du *Figaro :*

« Paris, 29 avril 1906.

» Monsieur le Directeur,

» Il m'est impossible de vous laisser dire qu'à Lens, j'affectais de ne pas saluer les officiers.

» Ce n'est certainement pas votre rédacteur, M. Berr, qui a pu vous donner cette information mensongère.

» Je vous prie de publier cette rectification à la place même où a paru votre article, conformément à la loi.

» Veuillez agréer mes sentiments distingués.

» G. CLÉMENCEAU. »

M. de Montebello, député, victime d'un accident d'automobile

Reims, 29 avril. — M. de Montebello, député de Reims, a été ce matin, victime d'un accident d'automobile. Son état est grave.

La révolte en Tunisie

Tunis, 29 avril. — Des colonnes d'infanterie et de cavalerie exécutent des reconnaissances. Une dissaine d'indigènes accusés de complicité dans la révolte ont été arrêtés.

On signale la belle conduite du caïd de Thala, Si Abdesellem, qui a arrêté le marabout.

Panique dans un théâtre à Barcelone

Barcelone, 29 avril. — Au Théâtre Olympia, un court circuit ayant produit une étincelle, une panique s'ensuivit; une personne a été tuée et dix blessées.

Les journaux de Paris de lundi matin

Paris, 30 avril 1906.

LE DISCOURS DE M. SARRIEN

De la *République Française :*

« Il est difficile de remuer quelque chose, on ne peut vraiment dire quelqu'un de plus naturellement terne et effacé que l'honorable M. Sarrien. Son discours est encore plus terne et plus effacé que lui-même. Il a dépassé tout ce qu'on pouvait légitimement attendre de l'orateur; il est remarquable que M. Sarrien, en dehors des phrases vagues sur l'ordre et les responsabilités qui peuvent s'appliquer à tout, ne dit pas un mot du 1er mai et du fameux complot. »

» Il parle des inventaires, mais il oublie de dire que le ministère qu'il a l'air de présider, a dû les suspendre.

»Il parle de la Séparation.

» A quoi bon relever l'opinion de quelqu'un qui n'a jamais eu d'opinion sur quoi que ce soit. Il est bien curieux que M. Sarrien n'ait pas su trouver un mot sur le complot, sur le fameux complot. Ce serait donc l'invention personnelle de M. Clémenceau, souffflée par M. Ranc; mais alors qu'est-ce que c'est que ce gouvernement, dont un des membres peut prendre de telles initiatives, sans que son chef ait d'opinion là-dessus. »

De l'*Autorité :*

« Le discours de M. Sarrien est modéré dans la forme et dans le fond. Servi une semaine avant le 6 mai, il s'efforce d'amadouer les électeurs; cette préoccupation se discerne à chaque ligne. Sur elle, il convient de régler notre accueil. Aux ménagements qu'elle a inspiré, nous ne devons pas plus mordre que le poisson à un hameçon d'apparence innocent.

» La suite de l'aventure serait pour nous aussi cruelle: Sarrien vainqueur ne ressemblerait en rien à Sarrien tremblant.

» M. Sarrien règne, mais ne gouverne pas. S'il figure en bonne place dans la guimbarde officielle, il ne conduit pas les rênes, il est traîné. »

DERNIÈRES NOUVELLES SPORTIVES

FRIOL BAT VANDENBORN AU PARC DES PRINCES. — Paris, 29 avril. — (*Par dépêche.*) — Public nombreux cet après-midi au Vélodrome du Parc des Princes. Voici les résultats :

Handicap: 1er, Martin (140); 2e, Hecquet (160); 3e, Rivière (80).

Match Friol-Vandenborn : Première manche: 1er, Friol; 2e, Vandenborn; — Seconde manche: 1er, Friol; 2e, Vandenborn.

Course de primes: 1er, Seigneur; 2e, Goven; 3e, Grogna.

Course d'une heure: 1er, Darragon, 76 kilomètres 525 mètres; 2e, Lorgeou, 75 kilom. 900 m.; 3e, Mettling, 71 kilom. 900 m.; 4e, Contenet, 71 kilom. 800 m.; 5e, Moran, 67 kilom. 300 m.

ELLEGAARD BATTU A ROANNE. — Roanne, 29 avril. — (*Par dépêche.*) — La réunion a été contrariée par la pluie: Ellegaard, dans la crainte de déraper, n'a pas poussé à fond. Le classement final des trois manches est le suivant: 1er, Schilling, 4 points; 2e, Dupré, 5 points; 3e, Ellegaard, 9 points.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Septième circonscription

M. EUGÈNE MOTTE A WATTRELOS

Une réception enthousiaste. — Conférences au Crétinier et à la Bailleric. — La candidature du député sortant acclamée.

M. Eugène Motte, a consacré la journée de dimanche à ses électeurs de Wattrelos et leur a rendu compte de son mandat dans deux réunions qui ont eu lieu, la première à quatre heures, à l'estaminet Lagache, quartier du Crétinier, la seconde à six heures, à l'estaminet Bayart, hameau de la Bailleric. Disons de suite qu'une réception très sympathique lui a été faite partout et que ces deux conférences ont été animées d'un vif enthousiasme.

AU CRETINIER

En le présentant aux électeurs du Crétinier, M. le docteur Leplat l'a remercié d'être le porte-drapeau des braves gens malgré les attaques injustes et mauvaises dont il est l'objet. Nous sommes fiers, a-t-il dit, qu'un des nôtres ait été choisi pour présider un groupe politique important; nous sommes fiers d'être les amis de cet homme qu'on appelle partout pour prêcher la bonne croisade et qu'on acclame aux quatre coins de la France, nous sommes fiers enfin d'appartenir à la circonscription qu'il représente, parce que le pays tout entier a les yeux sur nous.

Discours de M. Motte

M. Eugène Motte, après avoir exprimé la profonde estime et l'amitié qu'il professe à l'endroit du sympathique maire de Wattrelos, déclare qu'il n'a point changé de peau ni de posture depuis quatre ans.

« Je suis resté tel que j'étais, dit-il, républicain très fervent, progressiste très déterminé. Mon adversaire, lui, se maquille en ce moment pour ne pas se montrer tel qu'il est; il ne parle plus de partage ni de la grande reprise de tous les biens, c'est le mouton le plus gentil et le plus frisé qui se puisse rencontrer. Ne vous laissez pas duper, car il incarne les luttes entre citoyens, les discordes intestines. »

L'orateur passe ensuite en revue l'œuvre parlementaire de 1902 à 1906 et explique son attitude dans les grands débats et les principaux votes. Il rappelle la fermeture des 6.000 écoles accomplie sans qu'il fût tenu aucun compte des effets réflexes de la loi sur les budgets des communes, la suppression de la liberté d'enseignement, la monopolisation du droit d'enseigner vers laquelle on s'achemine, la violation des autres libertés nécessaires.

« Je me suis opposé à ces réformes, dit M. Motte; je me suis fait le protagoniste de la loi scolaire qui était une loi essentielle de la République, mais je ne suis pas de ceux qui veulent imposer une tyrannie sur les consciences et priver le père de famille du droit d'élever ses enfants à sa guise. »

L'orateur passe à la loi sur les associations.

« On ne nous a demandé de faire que de l'anticléricalisme; si le parti clérical nous menait, j'aurais été anticlérical. C'est abuser de la crédulité publique que de présenter comme un péril un parti émietté. La vérité c'est qu'on veut la guerre à l'esprit religieux, et cela je ne le veux pas; nous avons autre chose à faire que de nous enliser dans ces vieilles querelles; qu'on s'applique donc plutôt à faire une France plus grande, au lieu d'évoquer des fantômes. Je veux que le curé soit entouré de respect et ne contente de remplir sa mission. De même que l'instituteur doit rester dans son école. »

M. Motte montre que le parti progressiste est resté dépositaire des vieilles doctrines républicaines, l'héritier de ceux qui, au lendemain du grand désastre, ont relevé et ressuscité la France. Mais les progressistes veulent que la République soit le gouvernement de tous.

A propos de la rupture du Concordat, il d'exprime ainsi :

« Un Etat ne doit pas se priver d'un Concordat. On a abusé d'une querelle momentanée pour casser le contrat séculaire auquel nous devons la paix religieuse. Au fond, la pensée de M. Jaurès, en poussant aux extrémités, était d'appliquer cette devise : Ni Dieu, ni Maître. Ils ont beau supprimer Dieu. Dieu se rit de ces pygmées. La séparation a été une bêtise au point de vue de l'Etat, une injustice envers la majorité des Français; elle est en train de créer des occasions de luttes intestines: voilà pourquoi je n'ai pas souscrit à la loi. Il est évident que l'opération des inventaires n'aurait pas dû susciter autant d'émotion, que dans la pensée du législateur elle avait une portée conservatrice. Mais le peuple, déjà dupé par l'application de la loi d'association, était payé pour croire que ces opérations d'inventaires annonçaient des reprises ultérieures. L'émotion justifiée du pays a été si intense que M. Clémenceau, autrefois le plus acharné, a dû suspendre les inventaires. On a été plus dur pour ceux qui ont manifesté aux inventaires que pour les émeutiers de Liévin ou de Denain.

M. Motte examine enfin les lois qui ont rencontré son agrément: la loi de deux ans et les retraites ouvrières et termine en reprochant à certains députés de faire de la surenchère électorale en multipliant les charges fiscales. Son avis est qu'un député est créé pour limiter et contrôler les dépenses, en sa qualité de représentant des contribuables.

« J'ai travaillé pour la démocratie, conclut-il, j'ai fait mon devoir dans le passé, je travaillerai de même à l'avenir pour Roubaix et pour Wattrelos. »

Des applaudissements unanimes ont ratifié les déclarations énergiques et franches du député sortant.

Allocution de M. Jules Parent

Le distingué président de l'Union républicaine de Wattrelos a pris ensuite la parole.

« On veut faire passer le parti républicain pour le parti des patrons. Nous ne voulons pas de cette étiquette. Nous sommes pour les patrons qui, comme M. Motte, notre candidat, savent faire leur devoir, qui comprennent que l'ouvrier doit gagner assez pour élever convenablement sa famille et qui lui donnent avec un juste salaire, cette monnaie du cœur qui s'appelle la bienveillance et la bonté. Nous sommes pour les ouvriers qui veulent vivre honnêtement. Nous sommes surtout avec cette catégorie de petits commerçants, aussi gênés que les ouvriers et dont les charges augmentent sans cesse.

Les déclarations si nette du représentant de l'Union républicaine ont accueilli par des bravos chaleureux. Les cris de : « Vive Parent! » alternent avec ceux de « Vive Motte ».

Allocution de M. le docteur Leplat

M. Leplat, maire, clot la série des discours. Il loue M. Motte d'avoir donné la leçon aux patrons en conseillant la réduction du travail à dix heures sans diminution des salaires. Les collectivistes, dit-il, n'ont pas fait plus que lui pour les ouvriers. M. Motte est le prototype de l'homme honnête et bon; en lui conservant un mandat si bien rempli, nous aiderons à la réalisation du programme social que nous avons tous au cœur.

M. Leplat termine par la lecture de l'ordre du jour qui est voté par acclamations et à l'unanimité.

LA RÉUNION DE LA BAILLERIE

A l'issue de la première conférence, plus de 400 électeurs, formés en cortège, ont accompagné leur candidat en chantant des refrains de circonstance, à travers les rues de Wattrelos, jusqu'à la salle de l'estaminet Bayart.

Les orateurs ont parlé dans le même sens qu'au Crétinier et avec autant de succès devant un très nombreux auditoire.

Faisant allusion à la « bourloire » dans laquelle il parlait, M. Motte a dit en débutant que dimanche prochain ses électeurs bourleraient sur l'étape et remporteraient la victoire. M. Motte a ensuite vengé le parti progressiste des attaques injustifiées dont il est l'objet.

Si les progressistes sont aussi violemment attaqués, c'est parce qu'ils ont trop raison. Les radicaux qui proclament qu'il n'y a pas d'ennemis à gauche, s'aperçoivent, lorsqu'ils sont comme Clémenceau, au ministère de l'Intérieur, qu'il y a quelqu'un de l'autre côté de la barricade qui doit être combattu. Malgré leurs déclarations intéressées en période électorale, les socialistes sont des ennemis de la patrie et de l'idée religieuse. Toutes les propositions les plus sectaires, les plus humiliantes pour la fierté nationale émanent de leurs amis au Parlement, les Dejeante et consorts.

Tout bon républicain doit les combattre.

Les députés sérieux auraient dû s'occuper plutôt de diminuer le coût de la vie et d'augmenter la puissance d'achat de la pièce de vingt sous, en supprimant les taxes indirectes qui pèsent sur tant de denrées. Il est temps qu'on abandonne les querelles stériles pour traiter les questions sérieuses, et qu'après avoir trop laissé chanter les cigales, on écoute un peu les fourmis.

M. Motte montre comment il s'est efforcé de faire connaître notre région du Nord et de prouver, à Marseille comme à Lyon, et dans plusieurs grandes villes, que si le Midi parlait beaucoup, il y avait dans le Nord des gens décidés à se faire écouter et à ne plus se contenter du rôle de vache à lait de la nation.

Pour toutes les questions sérieuses intéressant Roubaix et Wattrelos, il sera toujours sur la brèche, l'esprit alerte et l'œil attentif. Il servira ainsi ses électeurs fidèles et contribuera à la prospérité des populations laborieuses qu'il représente et qui sont l'honneur de notre France.

Après une longue ovation, M. le docteur Leplat a dénoncé les mensonges d'une circulaire distribuée à Wattrelos, dans laquelle on représente M. Motte comme un partisan de l'octroi à Wattrelos. Jamais, affirme M. le maire, je n'ai dit un mot de l'octroi à M. Motte. Je constate du reste avec plaisir que cette calomnie n'a pas pris et que des commerçants, adversaires de notre projet d'octroi — ma foi, on n'est pas toujours tous d'accord et cela ne suffit pas pour qu'on se regarde de travers, — que ces commerçants, dis-je, sont venus écouter et applaudir M. Motte qui n'a pas à se mêler de nos querelles intérieures.

Le député sortant reprend le dernier la parole et déclare qu'il est surpris de se voir accusé de cette nouvelle iniquité, dont il ne soupçonnait pas l'existence. Je ne suis pas fanatique de l'octroi; j'ai défendu l'octroi de Roubaix parce qu'il le fallait pour préserver la ville d'une concurrence désastreuse, mais le jour où une loi supprimera l'octroi dans les 1.200 villes où il existe, je serai le premier à la voter. M. Motte termine en promettant son concours pour hâter le prolongement du tramway jusqu'à la frontière, projet qui est déjà approuvé.

La réunion a pris fin à sept heures après le chant d'un chaleureux vivat en l'honneur du candidat.

Une conférence de M. Jules Guesde

Une conférence socialiste a eu lieu hier dimanche, 23 avril, à Wattrelos. Le citoyen Jules Guesde y a pris la parole.

Arrivé à six heures et demie, le candidat collectiviste s'est rendu à l'estaminet Planque, rue Pierre-Catteau, près de la barrière du chemin de fer, où il a été reçu par M. Briffaut, conseiller général du Nord et conseiller municipal de Wattrelos, entouré de quelques socialistes.

Dans une salle très exiguë, mais cependant beaucoup trop grande pour les trente ou trente-cinq personnes qui formaient tout l'auditoire, le leader socialiste a, naturellement, développé les théories collectivistes.

M. Jules Guesde prétend être le seul et véritable représentant du peuple.

Après quelques paroles du citoyen Briffaut invitant les électeurs présents à voter pour Jules Guesde, la séance est levée vers sept heures et demie.

A la sortie, pendant que les deux orateurs remontent en voiture, les socialistes veulent essayer une manifestation dans la rue, et entonnent l'*Internationale*, mais comme ils ne trouvent pas d'écho, ils se séparent bientôt sans autre incident.

Sixième circonscription

M. FÉLIX DEHAU

Nous lisons dans le *Peuple*, le journal démocratique de Lille :

« On comprend pourquoi le *Peuple* ne donne pas ordinairement les professions de foi des candidats. La place lui ferait défaut s'il voulait donner satisfaction à tous et puis, d'autre part, notre organe n'est pas, à proprement parler, un organe politique.

» Nous faisons cependant certaines exceptions, quand il s'agit d'hommes comme M. Félix Dehau.

» M. Félix Dehau, a non seulement tenu depuis de très nombreuses années dignement sa place dans les corps élus, mais encore, et c'est là son titre de gloire, toutes ses aspirations allèrent toujours vers les petits et les humbles.

» Grand au physique comme au moral, M. Félix Dehau